



Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CSAA du 20 janvier 2023

Monsieur le Recteur,

Mesdames, Messieurs,

L'Unsa-Éducation vous présente, Monsieur le Recteur, ses meilleurs vœux pour cette nouvelle année, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de notre académie. Que pouvons-nous nous souhaiter ? Une vraie reconnaissance, de bonnes conditions de travail, un dialogue social constructif et de bonnes perspectives pour l'avenir ?

Il nous semble que tous, nous le souhaitons. Et pourtant.

La reconnaissance des personnels de l'Éducation nationale est de moins en moins bonne.

Les collègues ne se sentent plus du tout reconnus, ni même respectés. Cela fait six années que nous demandons une descente des informations sur les changements, les protocoles, les expérimentations et nos missions par la voie hiérarchique. Les collègues se sentent méprisés, quand leur nouveau ministre, tout comme l'ancien, fait des annonces sorties du chapeau, sans aucune concertation avec les professionnels de terrain et encore moins avec les élus du personnel, annonces des plus tardives, qui plus est, annonces incohérentes avec le fonctionnement de nos établissements et de nos métiers.

Dans le premier degré, notre ministre semble vouloir ridiculiser le métier des professeurs des écoles en proposant de surveiller les élèves, de conduire les bus scolaires et d'aller aider nos collègues du collège. Sait-il que nous travaillons quand même un petit peu quand nous ne sommes pas devant nos élèves ?

Les professeurs de technologie de collège doivent se sentir très reconnus, quand on leur supprime leur travail en sixième une heure en 6ème au profit d'une heure de soutien ou d'approfondissement. La science et technologie en sixième devient une variable d'ajustement alors qu'elle est un facteur de réussite et de valorisation pour certains élèves. Que devient le dispositif enseignement intégré de sciences et technologie ?

N'oublions pas les invisibles, ceux dont on ne parle jamais et qui pourtant sont indispensables au fonctionnement de notre Ecole.

Heureusement, nous avons été augmentés. Là encore, 3,5% semble un chiffre proche de la provocation quand l'inflation pour cette seule année atteint les 6 %.

Nos conditions de travail se sont-elles améliorées, ou vont-elles s'améliorer ?

L'Unsa-Éducation craint que la réponse ne soit pas plus optimiste. Soyons réalistes, comment nos collègues peuvent-ils avoir de meilleures conditions de travail quand on supprime des postes, augmentant encore leur charge de travail et diminuant leurs possibilités d'accomplir pleinement et sereinement leur mission. Un des facteurs de risques psychosociaux est justement cette possibilité d'accomplir sa mission.

A titre d'exemple, parlons du service retraite du rectorat qui a dû absorber la disparition du poste de la DSDEN de la Marne sans moyens supplémentaires en ayant également à gérer de nouveaux dossiers, ceux des PE et des ex-instituteurs, sans formation particulière préalable.

On pourrait aussi évoquer les applicatifs de gestion, Opale, RenoiRH, Incluscol dont la mise en œuvre est chaotique.

Sans oublier « Partage » qui a été mis en place sans que les personnels aient été prévenus et qui est actuellement très pauvre en informations disponibles. Ainsi le lien pour joindre la cellule de développement professionnel a disparu, tout comme les déclarations d'accident de service etc...

Nous étudierons, lors de ce CSAA, la répartition des emplois pour la rentrée prochaine. Cette future rentrée s'annonce impossible.

Moins 58 professeurs premier degré, moins 52 professeurs second degré, moins 4 personnels de laboratoire ou administratifs, moins 2 personnels de direction, moins 3 personnels administratifs des services académiques Grand-Est. Ce n'est pas la stabilité des emplois chez les psychologues, conseillers principaux d'éducation, infirmiers, assistants sociaux et médecins, qui vont nous rassurer.

Dans notre académie, depuis le début de cette année, trop de professeurs ne sont pas remplacés, trop d'heures de cours ne sont pas assurées, trop de dossiers sont en retard, trop d'élèves ne peuvent plus aller à l'infirmerie ou voir l'assistante sociale faute de moyens humains et non de compétences ou d'efficacité du travail des collègues.

Tous nos ministres se sont émus du classement de notre système éducatif au niveau européen, tous ont tenté d'imposer des réformes qui succédaient à d'autres réformes, non évaluées, pas grave, il faut faire des annonces médiatiques, des changements idéologiques des méthodes, créer des dispositifs qui s'empilent et surtout prioriser les maths, le français, les langues, l'activité physique, l'éducation morale et civique, etc .

Et si notre système n'était pas défaillant à cause de ses méthodes, mais du manque de personnels ; cette idée n'est pas très tendance pour nos politiques actuelles qui visent à économiser sur le dos des services publics.

Que dire encore des prises de parole de notre première dame et de notre ministre sur le port de l'uniforme. Cessons les bavardages idéologiques d'un autre temps, qui nous éloignent des vrais problèmes, et revenons à l'essentiel, aux missions de l'éducation nationale.

Parmi elles, celle d'assurer la mixité sociale ; une étude montre que seulement 18 lycées publics font partie des 100 lycées avec un indice de position social élevé. Une autre mission, rappelée par notre ministre lors de ses vœux à la communauté éducative, est le bien-être des élèves. Le harcèlement scolaire est encore coupable du drame dans les Vosges. Que faisons-nous pour rendre attractifs nos établissements, pour les rendre plus accueillants, plus sécurisants pour tous? On aggrave le sous-effectif des personnels encadrants, on surcharge les classes, on ne se donne plus les moyens d'assurer nos missions sociales et celles de promotion de la santé.

Alors, quelles perspectives, pour cette nouvelle année et pour les prochaines ?

A très court terme, la perspective de travailler plus longtemps, en moins bonne santé, sans aménagement de fin de carrière et pour un salaire qui s'éloigne toujours un peu plus de la moyenne européenne. Cela ne fait pas rêver grand monde et c'est bien compréhensible. Le déficit d'attractivité de nos métiers ne risque pas de souffrir des dernières réformes proposées.

En point d'orgue, celle des retraites, que nous jugeons injustifiée, injuste et brutale.

L'Intersyndicale, dont fait partie, **L'Unsa-Éducation** apportait d'autres solutions de financement, d'autres projets pour le monde du travail, sans pénaliser qui que ce soit. Le gouvernement s'est entêté à vouloir reculer l'âge de départ à la retraite, alors que tous les syndicats criaient leur opposition, préférant le bras de fer annoncé, au dialogue, préférant risquer la paix sociale et le bien-être des Français aux négociations.

Les collègues ont choisi hier de sacrifier un jour de travail, donc de salaire, pour envoyer un message fort au gouvernement. Les Français ne veulent pas de cette réforme, ils sont au minimum soixante pour cent à le dire. Dans la rue, les cortèges étaient fournis, les travailleurs de France ne veulent pas travailler deux ans de plus ou être obligés de sacrifier leur pension par des décotes trop importantes. Le progrès social n'est pas une utopie, nous ne voulons pas qu'il régresse une fois de plus. Il est de la responsabilité du gouvernement d'entendre ce message et de revenir à une vraie table des négociations. S'entêter un peu plus serait un jeu dangereux à court terme, pour la paix sociale de notre pays et catastrophique, à long terme, pour sa démocratie. Ne pas écouter la rue, c'est l'assurance de voir les extrêmes politiques arriver au pouvoir. Nous réaffirmons qu'une autre réforme est possible, pour préserver la paix sociale, tout en s'assurant de pouvoir financer notre régime des retraites auquel nous tenons tant.

Une autre perspective inquiète l'Unsa-éducation, celle du projet de décentralisation de la médecine scolaire dans le cadre de la loi 4D.

La place des infirmiers-ères au sein des établissements scolaires ainsi que leur travail en réseau sur les écoles sont essentiels. Les établissements scolaires ont besoin au quotidien de ces personnels dans leur rôle d'accueil, d'écoute, d'accompagnement, de prise en charge, de mise en œuvre des projets de prévention et d'information. La complémentarité des équipes pluri professionnelles, santé sociale et d'éducation au sein des écoles et des établissements permet de lutter contre les inégalités sociales territoriales.

Pour conclure cette déclaration, **L'Unsa-Éducation** souhaite longue vie à cette instance. Nous réclamons depuis fort longtemps du temps pour mettre en place les différentes nouvelles réformes ; espérons que nous serons au moins entendus dans le cadre du dialogue social, qui lui aussi, a besoin de stabilité pour être efficace.